

# 3 *Actions de Plaidoyer*

Dans cette section, nous espérons vous encourager à démarrer des actions de plaidoyer en vous informant de celles qui ont déjà été menées. Nous incluons également des exemples d'initiatives locales visant à trouver des solutions aux problèmes d'eau. (Comment s'impliquer dans ces initiatives figure à l'APPENDICE 2.) Nous espérons que les questions à débattre seront utiles pour votre organisation.

**Question à débattre**

- *Pourquoi l'accès à l'eau et l'assainissement de votre pays est-il défaillant? (Par exemple la sécheresse, des inondations, la pollution, le manque d'infrastructure, les droits terriens, ou autres.)*

## **SUR LE PLAN LOCAL**

ETUDE DE CAS 1:  
ACCES A L'EAU

### **CORD Rwanda et UNICEF<sup>1</sup>**

L'UNICEF a conçu un programme national: «Eau et assainissement liés à l'environnement» pour le développement de l'eau au Rwanda. D'une perspective nationale, l'UNICEF a décidé d'une solution standard pour chaque secteur afin de répondre aux problèmes d'eau de l'ensemble du pays. Puis, au printemps 1998, l'UNICEF a accordé à CORD un quota d'équipement et de fonds pour aménager 40 sources dans son secteur de travail.

Mais la majorité des sources de cette région étant techniquement très difficiles à aménager, le gouvernement avait même encouragé les habitants à se déplacer depuis les vallées où les sources étaient situées jusqu'aux sommets des collines. CORD ne voulait pas suivre les instructions de l'UNICEF car ils avaient trouvé à l'ouest du pays d'autres sources plus faciles à protéger et qui pouvaient fournir une eau plus propre et plus facile à distribuer.

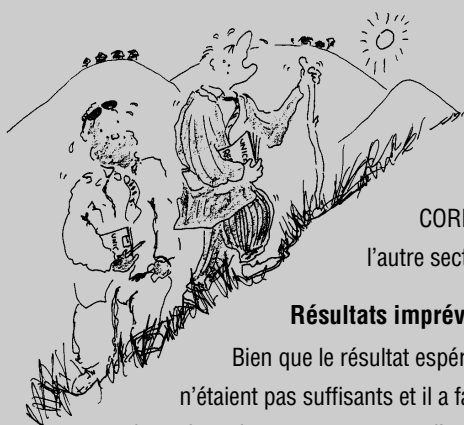
CORD a préparé les objectifs suivants:

- Convaincre l'UNICEF qu'il ne serait ni sage ni pratique de suivre ses instructions dans la région désignée.
- Persuader l'UNICEF d'accepter de laisser CORD employer les fonds et l'équipement accordés pour l'aménagement des sources dans une autre région.

### **Action de plaidoyer**

Au départ, CORD a essayé de changer l'idée de l'UNICEF en participant à des réunions dans ses bureaux et par contacts téléphoniques, par courrier et par e-mail. N'ayant obtenu aucun résultat, CORD a donc décidé de changer ses méthodes. Ils ont invité certains membres du personnel de l'UNICEF à leur rendre visite sur le terrain proposé pour l'aménagement des pompes et situé dans la vallée. A partir des hauts des collines où les gens habitent, ils sont descendus dans la vallée où se situent les sources, puis ils ont grimpé à nouveau les collines. Ce qui correspondait à la route que les femmes devaient parcourir pour accéder aux sources aménagées.

1 CORD, Christian Outreach Relief and Development (Développement, aide et assistance chrétiens) est une agence chrétienne d'aide et de développement, engagée à aider les réfugiés, les enfants et les personnes marginalisées, à la fois durant et après une période de crise. Cette agence vise à permettre aux communautés et aux particuliers d'avoir un meilleur contrôle des situations qui touchent leur vie, à encourager l'autonomie et à apporter des solutions durables à leurs problèmes. L'UNICEF est un bras des Nations Unies qui s'occupe particulièrement des enfants.



Lorsqu'ils ont grimpé la colline pour la deuxième fois, les responsables d'UNICEF ont changé d'avis car ils se sont rendus compte que leur solution n'était pas pratique.

Au cours du printemps 1999, l'UNICEF a accepté que CORD utilise ses matériaux pour aménager les sources dans l'autre secteur.

### Résultats imprévus

Bien que le résultat espéré ait été atteint, l'argent et l'équipement de l'UNICEF n'étaient pas suffisants et il a fallu beaucoup de travail supplémentaire pour obtenir des subventions en provenance d'autres bailleurs de fonds. Dans le nouveau projet, la solution technique a aussi été bien plus complexe que la première solution. En conséquence, un travail plus important a été nécessaire pour former la communauté et assurer la gestion et le suivi adéquats du projet. En fin de compte, malgré tout cela, la nouvelle solution a été bien plus satisfaisante à long terme que la précédente.

### Questions à débattre

- *Que font les bailleurs de fonds internationaux pour résoudre les problèmes d'eau dans votre région? Etes-vous d'accord avec eux?*

ETUDE DE CAS 2:  
PARTENARIAT AVEC  
LES COMPAGNIES  
D'EAU

### DSK au Bangladesh

Grâce au soutien de plusieurs agences internationales, une ONG du Bangladesh, Dushtha Shasthya Kendra (DSK) a mis en place une approche pilote pour la fourniture d'eau aux habitants des bidonvilles aux alentours de Dhaka. La compagnie d'eau de Dhaka n'a pas la flexibilité de fournir de l'eau à des associations informelles qui n'ont pas de statuts légaux telles que celles qui existent dans les bidonvilles urbains.

DSK a proposé un rôle «d'intermédiation» entre les communautés des bidonvilles et le gouvernement. Ils ont aidé à créer des associations communautaires, en fournissant une formation en gestion de l'approvisionnement en eau, en obtenant des contributions communautaires, en accordant des crédits, et en apportant des conseils techniques pour le design des points d'eau. Ils ont aussi formé les dirigeants communautaires en techniques de plaidoyer auprès des compagnies d'eau. Enfin, et avec l'aide de DSK, les groupes ont rencontré les responsables des compagnies d'eau et ont signé un accord pour la fourniture de points d'eau.

Dix-neuf des 20 points d'eau prévus au départ fonctionnent actuellement et dix autres ont été maintenant réalisés. Le taux de remboursement des prêts est satisfaisant et on espère que les associations effectueront leurs remboursements durant la période prévue, date après laquelle elles prendront l'entière responsabilité de la gestion des points d'eau. Une deuxième phase a été prévue au cours de laquelle 30 nouveaux points d'eau seront créés par DSK et 36 autres seront créés par d'autres ONG bénéficiant de l'aide technique de DSK.

La réussite de ce programme pilote a provoqué l'intérêt des autres ONG et agences, y compris UNICEF qui a commencé à copier cette approche.<sup>2</sup>

### Question à débattre

- *Avec quelle organisation gouvernementale pourriez-vous œuvrer en partenariat afin d'atteindre vos objectifs?*

<sup>2</sup> De *WaterAid Advocacy Sourcebook* de Cathy Watson, avec les remerciements sincères.

ETUDE DE CAS 3:  
NE VOUS  
DECOURAGEZ PAS

### **La Communauté Sahsa, Nicaragua**

La Communauté Sahsa s'est établie au milieu des années 1980, lorsque le gouvernement Sandinista a éloigné ses membres des dangers des feux croisés de la guerre civile qui sévissait. Cette communauté compte maintenant 1 300 habitants qui habitent en RAAN (Région Autonome du Nord Atlantique).

A ses débuts, la santé de la communauté était très mauvaise: taux élevé de mortalité infantile (plus de 200 morts pour 1 000 naissances en 1989), épidémies de malaria, infections diarrhéiques et respiratoires...

En 1989, Accion Médica Cristiana (AMC) a commencé à œuvrer dans la communauté et y a trouvé une grande compétence organisationnelle due aux traumatismes auxquels elle avait dû faire face. Par le biais de ses dirigeants, la communauté s'était rendue compte qu'elle avait besoin de latrines et d'eau propre pour améliorer sa santé.

L'eau provenait principalement d'une petite rivière, et les quelques habitants qui possédaient des toits de tôles ondulées réussissaient à récolter de l'eau de pluie. Le surpeuplement, le manque de latrines, les nombreux animaux se déplaçant librement dans la communauté étaient la cause de la contamination de la rivière. Un certain nombre de mesures ont été prises pour améliorer cette situation: les animaux ont été éloignés de la rivière; l'eau ne pouvait être collectée qu'en amont de la rivière tandis que les nettoyages et les lavages de linge se faisaient en aval; le chlore était de plus en plus employé et l'eau était bouillie pour être purifiée. Toutes ces mesures ont eu des résultats positifs mais la population a dû faire de gros efforts.

D'autres options comme les puits communautaires ou domestiques ont été discutées. Puis en 1992, après avoir consulté des experts, une ébauche de projet pour la fourniture d'eau potable a été choisie pour la construction d'un mini aqueduc alimenté par gravité (un système à pompe n'était pas réalisable à cause du manque d'électricité.) Le coût devait s'élever à 60 000 \$US. La communauté a constitué un comité chargé de travailler avec l'AMC pour réunir les fonds nécessaires. La communauté devait fournir la main-d'œuvre, les terrains et l'entretien des travaux.

Les responsables gouvernementaux et des organisations nationales et internationales ont été contactées pendant plusieurs années mais sans succès. Puis en 1997, il y a eu une réponse: une agence suisse de développement et de coopération, conjointement avec le Canada–Nicaragua Counterpart Fund, a commencé à s'intéresser aux projets d'eau de la région. Toutes les ONG et les dirigeants communautaires ont été réunis, et les représentants de l'AMC accompagnés d'une délégation communautaire ont présenté leur projet. D'interminables négociations ont eu lieu avec des complications bureaucratiques sans fin. En novembre 1999, grâce à la forte motivation et volonté de la communauté pour leur projet, les fonds ont finalement été octroyés.

Un consortium comprenant diverses organisations a été constitué et le bureau du maire local a fourni l'aide légale et logistique nécessaire; la communauté étant propriétaire et exécuteur du projet.

Des problèmes plus graves sont alors apparus lorsqu'un citoyen a prétendu que certaines terres lui appartenaient alors que chacun pensait qu'elles appartenaient à la communauté. Pour des raisons politiques, l'Etat n'avait pas déclaré ces terres «secteur d'utilité publique» ce qui aurait annulé les revendications de ce particulier. Le projet entier a failli échouer et certains villageois ont commencé à faire pression sur ce citoyen et même à en venir à la violence. Cette situation s'est empirée car il a emmené au tribunal les dirigeants communautaires accusés d'agression physique. A la même époque, la communauté l'emmena au tribunal pour avoir contaminé l'eau: il avait laissé 300 vaches près de la source de la rivière.

En attendant, la communauté a nommé des représentants en leur demandant de faire pression auprès du bureau du maire, du Ministre de l'Intérieur, des bureaux de la justice et des médias régionaux. Un groupe de dirigeants s'est même rendu à l'Assemblée Nationale de Managua, la capitale, pour rencontrer des membres de l'opposition qui leur ont exprimé leur soutien. Les frais du voyage ont été couverts par la communauté; le voyage a été soutenu logistiquement par l'AMC.

Les dirigeants ont également rendu visite aux ONG, aux organisations de droits humains, aux médias et aux chefs des différents partis politiques. Ils ont bénéficié de leur soutien mais la décision finale revenait au juge et au propriétaire terrien. L'AMC et d'autres ONG se sont jointes à la campagne pour faire pression auprès du propriétaire terrien.

En août 2000, un ultimatum est venu des agences de financement: si le conflit continuait, les fonds seraient rétractés et investis pour une autre communauté. Cette décision a fait peur aux membres de la communauté. Ils ont réfléchi et prié très fort afin d'obtenir une décision rapide et positive sur ce problème et ont également décidé d'entamer un processus de réconciliation par le biais d'un avocat. Ils se sont mis à la disposition du propriétaire terrien afin d'évaluer les implications actuelles et futures de la perte de cette opportunité. Après tout ce qui s'était passé, le propriétaire a soudainement accepté de faire don du terrain nécessaire à la construction et l'aménagement du système d'adduction d'eau (environ 20 manzanas de terrain) et d'accorder un droit d'accès permanent pour son entretien.

En octobre 2000, le rêve a commencé à devenir réalité: 580 personnes (près de la moitié d'entre elles étant des femmes) ont été réunies en groupes de 80 personnes contribuant à la main-d'œuvre. L'aqueduc ne devait prendre que quelques mois de construction. La forte motivation et organisation de cette communauté ont assuré la réussite de ce projet: depuis la décision prise au sujet du projet, jusqu'à son approbation et la disponibilité de fonds, la bataille légale pour la propriété du terrain et, finalement, la participation à la construction et l'entretien.

### Questions à débattre

- *Comment votre organisation encourage-t-elle la communauté locale à participer à vos actions de plaidoyer? Réfléchissez aux différentes méthodes que vous pourriez utiliser pour vos actions de plaidoyer, par exemple le travail en réseau, les actions auprès des médias, les pressions auprès des fonctionnaires, les mécanismes légaux. Quelles actions sont les plus adaptées et à quelles étapes d'une stratégie de plaidoyer?*

### ETUDE DE CAS 4: CAMPAGNES PUBLIQUES

#### **Ação Evangélica (ACEV), Brésil**

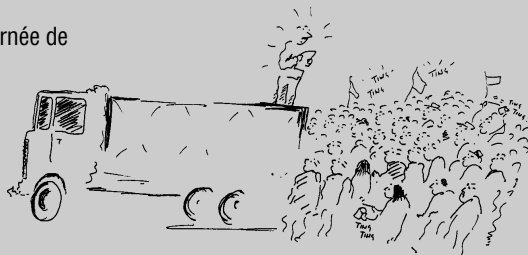
Ação Evangélica est une petite dénomination pentecôtiste comprenant 27 églises brésiliennes, dont 18 en régions rurales du Nord-Est. Ação Evangélica cherche à mettre en pratique l'esprit de l'évangile holistique qu'il prêche, étant actif dans l'évangélisation, la création d'église, la formation de disciples, l'enseignement biblique, la formation de dirigeants, les activités de développement et l'aide humanitaire.

#### **Campagne pour un réseau hydrographique**

Parmi ses diverses activités, Ação Evangélica creuse des puits pour les communautés pauvres et mène en parallèle des actions de plaidoyer. Au cours des sept dernières années Ação a mené des campagnes pour obtenir un réseau hydrographique entre le réservoir de Coremas et la région de Santa Luzia, São Mamede et Patos. Cette campagne a eu lieu sous forme de rencontres publiques régulières avec les membres du parlement, le Secrétaire d'Etat pour les Ressources d'Eau, le Chef du Conseil National de l'Eau, le Maire et les Conseillers locaux.

Un jour, l'organisation a décidé d'organiser une journée de tintamarre impliquant 5.000 personnes.

L'attitude des hommes politiques a été fascinante car ils espéraient que cette journée allait être un fiasco et que peu de citoyens allaient y participer. Mais lorsqu'ils ont vu les foules qui se



rassemblaient et les caméras de télévision qui arrivaient, ils se sont rapidement placés en tête de la marche!

Cette journée s'est terminée par une réunion publique avec des discours adressés du toit d'un énorme camion. ACEV a conduit la réunion, contrôlant avec soin le nombre de conférenciers de chaque parti politique. Certains hommes politiques ont été vraiment en colère car ils n'ont pas eu le droit de parler. La majorité des conférenciers n'appartenaient pas à un parti politique.

ACEV a également organisé une pétition pour le Gouverneur d'Etat et a même couvert les frais de publicité à la télévision en faveur du réseau hydrographique. Malheureusement, jusqu'à présent ces actions n'ont pas abouti et il ne reste que des promesses.

### Les campagnes de forage de puits

A Olho d'Água, ACEV voulait forer deux puits mais en était constamment empêché par les autorités qui refusaient de leur accorder la moindre petite parcelle de terrain. John Medcraft, le directeur d'Ação Evangélica a dit «Ici, l'eau signifie le pouvoir politique. Si les gens ont leur propre source d'eau, ils ont du pouvoir. Les hommes politiques corrompus haïssent cette situation.»

Plus récemment, des troubles se sont produits à Maturéia lorsque le Maire et ses alliés ont refusé de coopérer. Ils ont finalement réussi à installer un puits avec une pompe manuelle à faible production, car on leur avait refusé un meilleur emplacement recommandé par leur géologue.

### Pourquoi la campagne n'a-t-elle pas encore réussi?

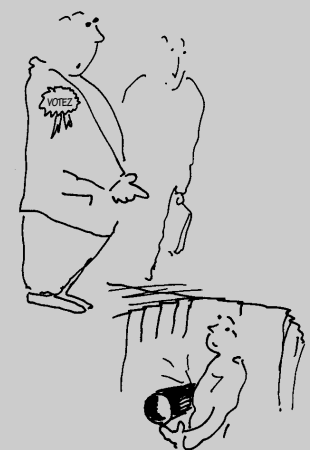
Les organisateurs ne pensent pas que leur campagne n'ait pas réussie, mais ils pensent qu'ils n'ont pas fait de progrès parce qu'ils n'ont aucun pouvoir de décision entre leurs mains. Ils pensent qu'ils gagneront et que pour finir le réseau hydrographique sera installé: il faut continuer à faire pression auprès des responsables qui ont dépensé une fortune pour étendre le réseau d'électricité dans tout le pays afin de le privatiser. Ação Evangélica dit qu'ils devraient dépenser une partie de leur argent pour le réseau hydrographique.

Une autre raison est que les hommes politiques n'aiment pas les équipements souterrains: les pipelines, les systèmes sanitaires et les égouts, car ils ne peuvent pas être vus, ce qui ne les aide pas à gagner les élections. En fait, non officiellement, c'est ce que les hommes politiques ont dit!

En ce qui concerne l'avenir, Ação Evangélica est absolument déterminé à continuer. Ils projettent d'organiser deux réunions publiques: la première à l'intention exclusive des hommes politiques au pouvoir, et la seconde à l'intention de leurs opposants. Ils espèrent que ces réunions augmenteront la pression, grâce aux prochaines élections qui auront lieu en 2002.

### Un signe de réussite?

Récemment, Le Chef d'Etat a annoncé à la radio qu'il allait démarrer dès que possible les travaux du réseau hydrographique! Il ne va peut-être pas tenir sa promesse, mais le groupe considère cette décision comme un progrès car il peut maintenant demander aux responsables d'exécuter leur promesse publique.



Qu'est-ce que c'est? Un tuyau...  
Mais personne ne le verra s'il  
est enterré!

### Questions à débattre

- *Les exemples de campagnes sont-ils pertinents pour votre situation? (par exemple: une journée de tintamarre, des réunions publiques avec les responsables politiques, des publicités à la télévision, des pétitions)? Dans l'affirmative, lesquels?*

### ETUDE DE CAS 5: FAIRE PRESSION AUPRES DU GOUVERNEMENT

#### Réseau d'ONG en Inde

Lorsque le gouvernement n'a pas réussi à entretenir 300 à 400 pompes manuelles, une association d'ONG, Oxfam (Inde) Trust et le Centre de Développement et de Formation de Hyderabad ont décidé d'œuvrer ensemble dans le district de Visakhapatnam dans l'Etat d'Andhra Pradesh. Cet entretien dépendait des mécaniciens gouvernementaux qui n'avaient pas les moyens nécessaires leur permettant de faire ce travail correctement. La situation était grave car de nombreux citoyens dépendaient des pompes manuelles pour leur principale source d'eau.

En conséquence, l'association d'ONG a alors décidé de préparer une autre proposition pour résoudre ce problème. Elle a démarré dans tous les villages un projet pour former les ouvriers communautaires en technique d'entretien de pompes manuelles.

Avant que ce projet réussisse, les ONG ont dû persuader les fonctionnaires publics des bénéfices de cette formation car ils doutent souvent des compétences des ouvriers communautaires. Après beaucoup de persuasion et de négociations difficiles, le gouvernement a accepté que les mécaniciens de la communauté aient accès aux pompes manuelles.

Mais les fonctionnaires publics n'étaient toujours pas prêts à travailler avec ces ouvriers. Du point de vue des ONG, ces mauvaises relations allaient entraîner des retards dans les réparations des pompes manuelles et elles ont donc soumis une nouvelle proposition au gouvernement. Elles ont demandé un partenariat totalement opérationnel basé sur un document écrit afin que la collaboration soit formelle et efficace. Elles ont préparé un document qu'elles ont présenté aux fonctionnaires et après beaucoup de persuasion et de pression, la proposition a été acceptée.

Les ONG ont dû être patientes et persistantes. Elles ont dû contacter de nombreux responsables, par exemple le Receveur des Eaux, le Directeur Général, l'Ingénieur en Chef... Leur patience a été récompensée et ces responsables ont été convaincus que cette proposition est la meilleure façon d'œuvrer ensemble. Il y a maintenant une étroite collaboration avec les mécaniciens de l'Etat et le gouvernement continue de fournir les pièces de rechange nécessaires aux entrepôts communautaires responsables de leur stockage. De plus, les relations entre le gouvernement, le personnel des ONG et les communautés se sont améliorées.<sup>3</sup>

#### Questions à débattre

- *Un réseau d'ONG œuvrant dans le domaine du plaidoyer pour l'accès à l'eau existe-t-il et pourriez-vous y adhérer? Dans la négative, pourriez-vous en démarrer un?*

3 De *WaterAid Advocacy Sourcebook* de Cathy Watson, avec les remerciements sincères.

## SUR LE PLAN NATIONAL

ETUDE DE CAS 6:  
CHANGER LES  
PRIORITES

### Les ONG en Ouganda

En 1999, grâce à un financement de la Banque mondiale, un petit groupe d'ONG de développement et de plaidoyer en Ouganda ont mené une Evaluation Participative de la Pauvreté. Elles ont demandé aux communautés pauvres leur définition de la pauvreté et quelles étaient leurs priorités pour la réduction de celle-ci. Parmi 45 districts, 8 ont dit que l'eau et l'assainissement étaient leur deuxième priorité pour l'éradication de la pauvreté. Avant cette étude, l'allocation de fonds publics pour l'eau et l'assainissement était la plus faible dans le secteur social. A la suite de cette évaluation de la pauvreté, les ONG ont fait pression auprès du Ministre des Finances pour que les priorités des pauvres pour la réduction de la pauvreté soient réfléchies dans le «PEAP» ougandais (le Plan d'Action pour l'Eradication de la Pauvreté). En conséquence, le PEAP a été modifié et l'eau et l'assainissement ont maintenant la deuxième priorité dans les allocations de budget. Des ONG ont formé une équipe de travail pour que les résultats de cette étude soient reflétés dans la révision en cours du PEAP.

Questions à débattre

- *Que font les gouvernements locaux et nationaux pour combattre ou surmonter les problèmes d'eau? Etes-vous d'accord avec ce qu'ils font? Des processus politiques importants dans lesquels ils sont ou pourraient être impliqués, existent-ils et pourriez-vous les influencer? Par exemple une Structure d'Action, le SNDD? (voir APPENDICE 1).*

## SUR LE PLAN REGIONAL

Quelques exemples de travaux en cours au niveau régional:

Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC)

Le WSSCC (Conseil de coopération pour l'approvisionnement de l'eau et l'assainissement) est une organisation internationale active sur le plan régional.

En 1997, le **Groupe Régional Amérique Latine** a été établi à Manila. Il a créé cinq groupes de travail ayant pour objectif d'étudier diverses questions, y compris «la modernisation de l'eau potable et de l'assainissement» et «la gestion communautaire et la collaboration avec la société civile». Les groupes de travail sont basés dans différents pays: Bolivie, Colombie, Honduras et Venezuela.

Le groupe de travail de l'Amérique Latine a aussi été impliqué dans Vision 21: une vision mondiale pour l'eau au 21ème siècle. Ces groupes travaillent maintenant au niveau mondial, national et régional afin de décider comment la Vision peut être traduite en action.

Le **Groupe Régional Asie Sud-Est** a également été créé en 1997 à Manila. Les membres de ce groupe appartiennent à différents types d'agences: gouvernement, ONG, etc. Le groupe a tout d'abord contribué à une vision pour l'Asie par le biais de consultations nationales avec les usagers, les gouvernements et les ONG de Myanmar, des Philippines et de Thaïlande.

Puis une Consultation Régionale Asiatique a eu lieu en 1999. Elle a décidé que d'ici l'an 2015, chaque personne devrait avoir «un approvisionnement en eau potable domestique, un assainissement et une hygiène adéquate, et une équité pour tous.»<sup>4</sup> Cette décision a contribué à la Vision 21 mondiale (voir ci-dessus).

D'autres réunions ont eu lieu, telles qu'un Atelier pour la Planification du Plaidoyer à Myanmar.

Tous les efforts sont maintenant faits pour traduire en action la Vision pour l'Asie: grâce à une meilleure sensibilisation de l'opinion publique, des actions de plaidoyer, davantage de dépositaires d'enjeux impliqués dans Vision 21, l'identification des ressources et la priorité accordée à l'hygiène et l'assainissement.



### **L'Initiative du Bassin du Nil (Nile Basin Initiative – NBI)**

Dix pays sont regroupés dans le Bassin du Nil: le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. Chaque pays utilise l'eau et les autres ressources du bassin. Le NBI a été créé en 1999 comme un partenariat régional, visant à accepter une structure légale permanente afin que les affluents du Nil puissent être gérés d'une façon durable et qu'ils soient protégés durant les générations futures. Cette situation devient un défi au fur et à mesure que la population augmente et fait de plus en plus pression sur les ressources d'eau.

Le NBI travaille grâce à des actions sur le terrain et des prises de décision. Ses membres souhaitent aussi démarrer des projets de développement communs qui, ils l'espèrent, apporteront des «bénéfices tangibles».

### **L'Institut International pour la Gestion de l'Eau (IWMI)**

En 2000, l'IWMI (International Water Management Institute), une organisation mondiale, a démarré un nouveau projet dans la région de la mer Aral comprenant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Ce projet a pour but de contribuer dans cette région à la création d'institutions efficaces pour les ressources d'eau.

Suite à l'éclatement de l'Union soviétique dans les années 1990, la gestion de l'eau entre les différents pays a été un gros problème pour l'agriculture. Un organisme intitulé Interstate Co-ordination Water Commission of Central Asia (ICWC) a été créé pour coordonner les allocations d'eau aux différents pays. L'IWMI travaille avec l'ICWC et autres organisations, y compris les ministères de l'agriculture dans ces pays.

<sup>4</sup> [www.wsscc.org/forum5/execsumm/mapxs08.html](http://www.wsscc.org/forum5/execsumm/mapxs08.html)

## SUR LE PLAN INTERNATIONAL

ETUDE DE CAS 7:  
FORUM MONDIAL  
DE L'EAU

### **Tearfund, EFICOR et l'Eglise Kale Heywet au Forum Mondial de l'Eau et Conférence Ministérielle, mars 2000**

Ce forum mondial est le deuxième qui ait été organisé par le Conseil Mondial de l'Eau (World Water Council: WWC) et le gouvernement hollandais. Il avait pour but de donner l'occasion de «répondre aux défis futurs et établir les conditions pour un monde dans lequel d'ici 2025 chacun aura accès à de l'eau propre». Il a été ouvert à tous mais en particulier aux dépositaires d'enjeux de l'eau. Il a été considéré que les principaux dépositaires d'enjeux étaient:

- les ONG
- les jeunes
- les femmes
- les entreprises commerciales

...bien que les représentants publics et les Syndicats étaient aussi présents.

La Conférence Ministérielle qui a eu lieu à la même époque avait pour but «de générer un engagement politique» pour répondre aux problèmes mondiaux concernant l'eau. A la fin de la conférence, les ministres ont présenté une déclaration indiquant leurs engagements et leurs croyances et ils ont accepté de formuler des objectifs nationaux pour résoudre les problèmes d'eau. En réponse, les quatre dépositaires d'enjeux les plus importants ont préparé leurs propres déclarations et fait un discours au cours de la réunion ministérielle.

#### **Quel était le problème?**

Le Forum Mondial de l'Eau a identifié que le problème était planétaire et qu'il concernait la disponibilité et la qualité de l'eau, dans le contexte de populations en croissance rapide. Mais les solutions que le Forum a proposées ont aussi posé des problèmes potentiels. En effet de nombreuses personnes pensent qu'un agenda de privatisation et la participation inconsidérée du secteur privé dans la résolution de la crise de l'eau sont sous-jacentes. L'approche des institutions importantes a dominé le Forum et a consisté à fournir des solutions à grande échelle et de haute technologie dictées par les dirigeants aux populations et demandant des investissements importants. Certains intervenants ont été concernés de voir que cette approche n'était pas nécessairement la plus appropriée et qu'elle ne favorisait ni la participation des communautés pauvres dans la gestion de l'eau, ni la responsabilité des fournisseurs de services.

Tearfund, EFICOR (Inde) et l'Eglise Kale Heywet (Ethiopie) ont été représentés au Forum. Nous avons plusieurs objectifs, y compris:

- obtenir une idée claire de ce que chacune de nos organisations devrait inclure dans ses activités de plaidoyer et de politique concernant l'eau et développer nos relations mutuelles
- participer à la déclaration des ONG
- approfondir nos connaissances sur les processus politiques internationaux
- apprendre à mener des actions de plaidoyer concernant l'eau: parler au nom de la communauté et répondre à ses besoins holistiques, contribuer aux politiques gouvernementales, développer une politique de l'eau dans les régions locales
- développer des contacts avec d'autres ONG et créer des réseaux.

#### **Les objectifs ont-ils été atteints?**

Le Forum nous a aidés à centrer nos idées sur les activités de plaidoyer concernant l'eau et il nous a informés sur les processus politiques.

Tearfund avait déjà eu l'occasion de partager ses idées dans la déclaration des ONG lors des premières réunions qui ont eu lieu à Londres. A La Haye, chacun a contribué à produire un document politique influençant la déclaration des ONG. Les connaissances passées de Tearfund dans ce processus ont aidé les participants à contribuer activement, mais cela n'a pas été le cas pour de nombreuses ONG qui ont été désavantagées par les procédures du Nord.

Les réunions journalières et du dernier soir ont aidé à tisser des relations mutuelles. Des contacts utiles ont été établis avec les responsables publics, les ONG et les agents du secteur privé. Travailler en réseau avec d'autres organisations semblables a été particulièrement utile car les participants ont été encouragés de voir comment ils pourraient travailler ensemble dans l'avenir.

### LES LEÇONS DE CE FORUM

#### **Une expérience éducative**

Etre présent au Forum, et participer aux consultations préalables pour la Structure d'Action, a été une expérience très éducative. On commence à comprendre certains des différents intérêts et influences qui sont sous-jacents dans les forums internationaux et à connaître les problèmes qui peuvent être évités.

#### **Les ONG doivent mettre leurs propres intérêts de côté et œuvrer ensemble**

Il est très important que les ONG œuvrent ensemble et qu'elles n'imposent pas leur propre agenda s'il n'est pas directement pertinent pour l'agenda général.

#### **Comprendre le processus et les documents pertinents**

Avant de participer à une telle réunion, il est extrêmement important de bien connaître le processus et les documents. Ce qui n'était pas le cas pour la plupart des membres des ONG, en partie parce que les réunions étaient trop compliquées. Mais avoir une connaissance passée assure une stratégie bien plus efficace et des réponses ciblées.

### **Les chrétiens ont un rôle de médiateur**

Il est très important pour les chrétiens d'être impliqués dans ces événements, car ils devraient essayer de contribuer un point de vue intelligent et trouver un terrain d'entente. Nous devrions écouter les autres et ne pas essayer de dominer les discussions. Lorsque nous parlons, nous devrions identifier les points les plus importants, car de cette façon les gens nous écouteront.

### **Tous les participants n'ont pas le même agenda**

On ne peut pas assumer que tout le monde a la même compréhension de la pauvreté: c'est beaucoup plus compliqué. Les entreprises commerciales profitent souvent des populations pauvres et elles ont toutes leur propre agenda.

### **N'attaquez pas les autres**

Il est très important de bien comprendre le processus politique et de connaître les faits afin d'être plus objectif et de ne pas attaquer les autres par erreur. Nous devons être passionnés par ce que nous croyons mais nous ne devons jamais attaquer les autres.

### **Questions à débattre**

- *Dans quelle mesure les processus politiques nationaux et internationaux touchent le travail que vous faites? Comment pourriez-vous les influencer? Votre organisation et Tearfund pourraient-elles œuvrer ensemble pour influencer les processus politiques internationaux?*

